Voltairenet.org Réseau Voltaire

« L'ART DE LA GUERRE »

Le « parti américain » dans les institutions de l'Union européenne

par Manlio Dinucci

Le Parlement européen vient d'adopter une résolution pour que l'Union cesse de considérer la Russie comme un partenaire stratégique, mais plutôt comme une ennemie de l'humanité. Au même moment, la Commission met en garde contre la menace chinoise. Tout se passe comme si les États-Unis manœuvraient l'Union pour la faire entrer dans leur propre stratégie suprémaciste.

RÉSEAU VOLTAIRE | ROME (ITALIE) | 19 MARS 2019

ITALIANO PORTUGUÊS

Ancienne ministre des Affaires étrangères lettonne et ancienne commissaire européenne à l'Agriculture, Sandra Kalniete œuvre depuis l'indépendance de son pays contre l'Union soviétique. Elle est une des auteures de la Déclaration de Prague (2008) condamnant les crimes du communisme. Elle assimile le nazisme au communisme à travers le Reconciliation of European Histories Group. Et aujourd'hui poursuit son travail contre la Russie.

« La Russie ne peut plus être considérée comme un partenaire stratégique et l'Union européenne doit être prête à lui imposer d'ultérieures sanctions

si elle continue à violer le droit international » : c'est ce qu'établit la résolution approuvée par le Parlement européen le 12 mars avec 402 voix pour, 163 contre et 89 abstentions [1]. La résolution, présentée par la parlementaire lettone Sandra Kalniete, nie avant tout la légitimité des élections présidentielles en Russie, en les qualifiant de « non-démocratiques », et en présentant ainsi le président Poutine comme un usurpateur.

Elle accuse la Russie non seulement de « violation de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et de la Géorgie », mais de l'« intervention en Syrie et de l'interférence dans des pays comme la Libye », et, en Europe, d'« interférence visant à influencer les élections et à attiser les tensions ». Elle accuse la Russie de « violation des accords de contrôle des armements », en lui attribuant la responsabilité d'avoir fossoyé le Traité FNI. Elle l'accuse en outre d' « importantes violations des droits de l'homme en Russie, y compris tortures et exécutions extra-judiciaires », et d'« assassinats perpétrés par des agents de renseignement russes au moyen d'armes chimiques sur le sol européen ».

Au terme de ces accusations et d'autres, le Parlement européen déclare

que le Nord Stream 2 —le gazoduc destiné à doubler la fourniture de gaz russe à l'Allemagne à travers la mer Baltique— « accroît la dépendance européenne vis-à-vis de l'approvisionnement en gaz russe, menace le marché intérieur européen et ses intérêts stratégiques [...] et qu'il doit donc y être mis fin ».

La résolution du Parlement européen répète fidèlement, non seulement dans ses contenus mais dans ses paroles mêmes, les accusations que les USA et l'Otan adressent à la Russie. Et chose plus importante, il répète fidèlement la demande de bloquer le Nord Stream 2 : objectif de la stratégie de Washington visant à réduire les fournitures énergétiques russes à l'Union européenne pour les remplacer par celles provenant des États-Unis ou en tous cas de compagnies états-uniennes.

Dans ce même cadre entre la communication de la Commission européenne aux pays membres, dont l'Italie, ayant l'intention d'adhérer à l'initiative chinoise de la Nouvelle Route de la Soie : la Commission les prévient que la Chine est un partenaire mais aussi un concurrent économique et, chose de la plus haute importance, « un rival systémique qui promeut des modèles alternatifs de gouvernance », en d'autres termes

des modèles alternatifs à la gouvernance jusque là dominée par les puissances occidentales.

La Commission avertit qu'il faut avant tout « sauvegarder les infrastructures digitales critiques de menaces potentiellement sérieuses contre la sécurité », dérivant de réseaux 5G fournis par des sociétés chinoises comme Huawei mise au ban par les États-Unis. La Commission européenne répète fidèlement l'avertissement des États-Unis aux alliés. Le Commandant Suprême Allié en Europe, le général états-unien Scaparrotti, a averti que les réseaux mobiles ultra-rapides de cinquième génération joueront un rôle de plus en plus important dans les capacités guerrières de l'Otan : de ce fait ne sont pas admises de « légèretés » de la part des alliés.

Tout cela confirme quelle influence exerce le « parti américain », puissant camp transversal qui oriente les politiques de l'Union le long des lignes stratégiques des USA et de l'Otan.

En construisant la fausse image d'une Russie et d'une Chine menaçantes, les institutions de l'Union européenne préparent l'opinion publique à accepter ce que les États-Unis sont en train de préparer pour « défendre » l'Europe : les États-Unis —a déclaré à CNN un porte-parole du

Pentagone— se préparent à tester des missiles balistiques avec base à terre (interdits par le Traité FNI enterré par Washington), c'est-à-dire de nouveaux euromissiles qui feront à nouveau de l'Europe la base et en même temps la cible d'une guerre nucléaire.

Manlio Dinucci

Traduction
Marie-Ange Patrizio

Source
Il Manifesto (Italie)

---

[1] « Résolution du Parlement européen du 12 mars 2019 sur l'état des relations politiques entre l'Union européenne et la Russie » (2018/2158(INI)), *Réseau Voltaire*, 12 mars 2019.

Source : « Le « parti américain » dans les institutions de l'Union européenne », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie), *Réseau Voltaire*, 19 mars 2019, www.voltairenet.org/article205698.html